



Comité de défense

Le triage de SOTTEVILLE
au cœur du développement du FRET ferroviaire

www.cersncfnormandie.fr



Sotteville-lès-Rouen, le 1^{er} février 2013

La situation du Triage de Sotteville,

tristement emblématique de la dégradation du fret ferroviaire en France

Depuis plusieurs années, la situation du Triage de Sotteville ne cesse de se dégrader. Après l'abandon du Tri par gravité, après la diminution drastique des flux de fret ferroviaire, c'est maintenant le cœur même d'un outil vital pour le développement régional, pour celui du pays tout entier, pour son équilibre économique, pour son développement durable, qui est l'objet des plus graves attaques.

Alors même que l'on pouvait espérer, après le mois de mai 2012, un réel changement dans la politique du fret ferroviaire, nous constatons que la situation n'a fait qu'empirer, comme si la SNCF avait comme seul objectif de rendre complètement inutilisable le système avant même la grande réforme qui doit s'opérer sous la conduite du Ministère dans les prochains mois.

En effet, ce sont les structures mêmes qui sont aujourd'hui attaquées, qui conduisent à ne plus même reconnaître la qualité de Triage au Centre de Sotteville et qui le privent des moyens opérationnels nécessaires et indispensables pour une reprise normale des activités de fret ferroviaire.

Nous ne reviendrons pas ici sur la chute phénoménale de la part modale du chemin de fer dans le transport des marchandises ces dix dernières années (de 22 à 8 % au plan national... et seulement 4% au niveau régional). Nous insisterons plutôt sur les événements qui, ces derniers temps, auraient dû faire prendre conscience aux décideurs de l'impérieuse nécessité de revaloriser le fret ferroviaire, y compris et surtout le « wagon isolé » dans toute sa plénitude et, partant, amener la SNCF à mettre tout en œuvre pour y parvenir.

Alors que le trafic des poids lourds s'est considérablement accru, et avec lui la pollution, les accidents, dont nombre ont été mortels, les catastrophes comme celle du pont Mathilde ; alors que le développement économique de la région normande réclame la remise à disposition de cet outil fondamental qu'est le « wagon isolé », et avec lui toute l'infrastructure qui veille à son efficacité, la SNCF ne cesse non seulement de négliger de développer sa branche du fret, mais encore agit-elle de telle sorte qu'elle va rendre impossible tout nouvel essor de cette branche.

Ceci, tant en laissant à l'abandon des matériels (notamment roulants), des infrastructures (comme les relais électriques) mais, pis encore, en sacrifiant le savoir-faire de ses cheminots. C'est ainsi que se multiplie les projets (et leur application) de suppressions d'emplois sur l'ensemble du site normand qui verrait ses effectifs de la branche exploitation « fret », déjà considérablement diminués, passer de 154 à 70 cheminots. Pis encore, un projet immédiat sur le site du Triage de Sotteville vise à priver, pendant une partie de la journée, les agents du fret ferroviaire des personnels d'encadrement indispensables pour assurer un fonctionnement normal.

Que pourra-t-il arriver lorsque ceux-ci se trouveront confrontés à des situations délicates ? N'oublions pas que nous sommes dans une zone où fonctionnent de très nombreuses usines classées « Seveso » et ce qui vient de se passer à Lubrizol n'est pas fait pour rassurer. C'est la sécurité publique qui est ainsi mise en jeu, comme elle l'était sur le pont Mathilde trop fréquenté par des transports de marchandises qui auraient pu, ou même dû, voyager par le rail.

Que penser par ailleurs du laxisme actuel face au problème de la tranchée couverte de la rive gauche de Rouen, vitale pour alimenter le premier port céréalier de France ?

La politique de repli menée par la SNCF en ce qui concerne le fret ferroviaire, son entêtement dans la pratique du « multi-lots, multi-clients » loin de donner satisfaction aux chargeurs, son hyper-concentration des centres de triage conduisent à des erreurs (trains mal composés, mal triés) que les centres traditionnels, telle celui de Sotteville, ne sont plus en mesure de réparer, parce que privés de leurs moyens indispensables en hommes et en matériels, parce que les décideurs ont été éloignés des réalités du terrain.

Il est temps de mettre un terme à cette gabegie, à cette destruction d'un outil fondamental pour le développement de la région normande, à ce gaspillage des potentiels professionnels des cheminots. Pour cela, le Comité de Défense du Triage de Sotteville réclame dans l'immédiat un moratoire qui permette d'envisager beaucoup plus sereinement l'avenir du système ferroviaire français et régional, de marchandises mais aussi de voyageurs, car les deux sont intimement liés.